

TRIBUNE

OUVRIERE

Janvier 1961

Journal publié par un groupe
d'ouvriers de la Régie Renault

Numéro 72

LES LECONS DU MOUVEMENT

(Des camarades de retour de Belgique essaient de tirer les leçons du mouvement qui a duré plus d'un mois. Ce texte est destiné aux travailleurs Belges, nous le publions car il peut aussi nous être utile.).

Les travailleurs ont été capables de déclencher le mouvement sans l'aide ni de leur direction syndicale ni de leur direction politique, au contraire, ils se sont lancés dans la lutte contre l'avis de ces directions.

Les travailleurs se sont organisés. Les travailleurs wallons tiennent pendant plus d'un mois et cela ils le font seuls. Leur direction ne fait que constater le fait, l'enregistre et appelle à des meetings où elle dit aux ouvriers qu'ils ont raison.

Les travailleurs font des barricades, se battent contre la police, organisent la lutte contre les jaunes ; ils sont capables de faire tout cela. Les travailleurs wallons ~~ne se plaignent pas, ils luttent.~~

Mais il y a une chose que les chefs leur contestent, c'est la direction totale de leur mouvement. Que les travailleurs se dirigent eux-mêmes, voilà ce que les bureaucrates ne veulent pas.

Les comités de grève n'ont eu en fait qu'un pouvoir très faible. Ce ne sont pas eux qui ont pris toutes les décisions, loin de là. Ceux qui ont continué à diriger d'en haut, ce sont les directions syndicales et le P.S.B. (Parti Socialiste Belge). Quand les travailleurs demandent à la quasi unanimité "la marche sur Bruxelles" les directions syndicale et politique répondent non, et la marche sur Bruxelles n'a pas lieu. Si les comités de grève avaient été vraiment représentatifs et s'ils avaient dirigé le mouvement, la marche sur Bruxelles aurait eu lieu.

Comment lutte la direction de la F.G.T.B. (Fédération Générale du Travail Belge) ? La direction syndicale a attendu. Elle attend encore. Elle se prononce contre la marche sur Bruxelles mais est incapable, ou ne veut pas prendre d'initiatives. Elle est contre celles de la base, c'est tout. Quand Renard propose l'abandon de l'outil, c'est pour empêcher la marche sur Bruxelles et il manoeuvre pour ne pas abandonner l'outil.

Comment luttent les députés socialistes ? Eux aussi, ils luttent... Ils font des discours enflammés mais sont prêts à n'importe quel compromis. Il suffit à Eyskens de dire qu'il veut bien discuter les amendements techniques de la loi pour que Van Acker aille à la tribune du Parlement le remercier de ce geste. Pourtant les socialistes disent dans les meetings qu'ils tiendront jusqu'au bout. Les socialistes disent aux travailleurs qu'ils sont de tout coeur avec eux, mais au Parlement ils tiennent un tout autre langage. Van Acker va jusqu'à déclarer que s'il avait été Premier Ministre il aurait agi comme Eyskens.
..//...

Les socialistes disent qu'ils luttent avec les travailleurs mais dès qu'on leur demande de faire grève eux aussi, c'est-à-dire de démissionner, ils refusent. Les socialistes luttent, ils font des résolutions. Après le vote de la loi Unique ils proposent le fédéralisme wallon, puis la dissolution de la Chambre et de nouvelles élections. Au fur et à mesure que le mouvement durcit, les socialistes mollissent et leurs objectifs se rétrécissent. Ils luttent : ils vont voir le Roi, s'agitent, font des réunions. En réalité ils attendent car ils veulent rester parlementaires et devenir ministres. Ils n'ont pas d'autre idéal. Les syndicats attendent, le P.S.B. attend. La grève générale n'est toujours pas déclarée. Ils attendent quoi ? La fatigue des travailleurs ou celle du gouvernement ? Ils entendent spéculer sur les deux. La lutte des travailleurs donnera plus de poids aux dirigeants syndicaux et politiques, plus d'importance aussi, les milliers de travailleurs en grève leur donnent du prestige, mais à une seule condition c'est que le mouvement reste entre leurs mains. Si jamais ils étaient dépassés ils n'auraient plus de prestige. Alors ils attendent en espérant que le mouvement se fatiguera car s'il prenait de l'ampleur et de la force ils seraient rejetés comme inutiles.

Les travailleurs se battent comme ils peuvent. Ils prennent des initiatives locales. A deux, trois, font sauter les voies de chemin de fer au risque de leur vie, organisent des raids contre les jaunes, font des barricades mais ils ne peuvent pas prendre d'initiatives généralisées car ils ne détiennent pas les moyens de coordination qui sont entre les mains des directions syndicales et politiques et entre leurs seules mains.

Qui donc doit diriger la lutte des ouvriers ? Les ouvriers eux-mêmes.

Les Métallos de Liège et de Charleroi, de Mons, La Louvière, ont indiqué de quelle manière les ouvriers pouvaient eux-mêmes déclencher une grève. Ils ont tenu des assemblées générales, élu des comités de grève, délibéré au sein de ces comités et décidé de la voie à suivre. Il ne suffit pas cependant de créer un comité de grève, il faut encore que le comité soit constamment soumis au contrôle des ouvriers et pour cela que ses membres soient révocables à chaque instant. Il faut aussi qu'il assume non seulement les tâches d'organisation mais aussi celle de direction : les ouvriers doivent pouvoir décider eux-mêmes, soit directement en assemblée générale soit à travers leurs délégués, de la ligne à suivre. Il est certain que si les comités de Liège, Charleroi... avaient pu réunir ces conditions, les syndicats ne seraient jamais arrivés à les supprimer.

SEULE L'UNION DES COMITES DE GREVE ET LA CONSTITUTION DE COMITES CENTRAUX EST CAPABLE D'ASSURER L'UNITE DE LA LUTTE OUVRIERE.

Les bureaucrates parlent abondamment de leur "efficacité". Mais où en serait aujourd'hui la grève générale si les travailleurs n'avaient pris eux-mêmes la décision de la déclencher ? Très probablement elle n'aurait pas même existé. Les ouvriers seuls ont la capacité d'organiser un mouvement général de la classe ouvrière. Mais ceci implique la nécessité pour chaque comité aussitôt constitué d'entrer en contact avec d'autres comités et de pousser à la création d'organes au sein desquels des décisions générales peuvent être prises, puis portées à la connaissance des ouvriers, acceptées et, si nécessaires, ratifiées par eux.

Quel objectif ces comités de grève peuvent-ils se proposer ? Le seul objectif possible est celui qui pousse en permanence la classe ouvrière à se révolter, à se mettre en grève, à descendre dans la rue, à se heurter à l'armée et à la police : celui de sa propre émancipation. Lorsque la classe ouvrière tout entière lutte dans la rue c'est qu'elle a senti que c'est le sens même de son existence qui se joue dans cette lutte ; lui proposer de réclamer la nationalisation de l'Energie comme le fit la F.G.T.B., est grotesque. Le seul mot d'ordre possible est alors : le POUVOIR AUX TRAVAILLEURS. Le pouvoir des travailleurs ne signifie pas celui des bureaucrates politiques ou syndicaux. Il ne signifie pas la transformation en mairie de la maison du peuple. Le pouvoir des travailleurs c'est l'exercice direct et permanent du pouvoir par la totalité de la classe ouvrière. Ce n'est
..../...

pas non plus le pouvoir exercé sur le seul plan politique mais la gestion, par les travailleurs, aussi bien de la production que de l'Etat et des affaires sociales. En témoignant, soudainement et massivement, à l'occasion de la grève générale, de leur volonté et de leur capacité de prendre leur sort entre leurs mains, les travailleurs Belges ont rendu la diffusion du mot d'ordre de POUVOIR DES TRAVAILLEURS objectivement nécessaire.

Pourtant, dans ce mouvement, tous les jours des éléments dynamiques et conscients se révèlent. Ce sont souvent des jeunes appartenant aux J.G.S. (Jeunes Gardes Socialistes) et au groupe du journal "La Gauche". Ce sont eux qui, bien souvent, poussent le mouvement, tentent d'aller plus loin que les directions syndicales mais qui, à chaque fois, se font contrer par les directions syndicales et politiques.

Pourquoi ces éléments les plus combattifs sont-ils presque toujours mis en minorité par les éléments "mous" ? Parce qu'ils ne sont pas organisés.

Le P.S.B. est une organisation dont les membres se réunissent et discutent de la façon de réaliser leurs objectifs. Ils s'organisent pour contrer les "durs", pour enlever une décision, pour éliminer des éléments dynamiques, pour convaincre les travailleurs.

Les directions syndicales discutent entre elles de la façon dont elles vont mener une manifestation pour qu'elle ne dépasse par leurs objectifs. La bureaucratie est organisée, les éléments révolutionnaires ne le sont pas et c'est pourquoi ils se font souvent avoir. La bureaucratie a une Presse, elle diffuse des tracts ; les révolutionnaires n'ont pas même un ronéo. La bureaucratie a un but, des objectifs, une tactique ; les révolutionnaires n'ont comme but, comme objectif et comme tactique que de pousser le mouvement et d'appuyer les éléments les plus combattifs. Ils sont infériorisés dans ce combat. Ils doivent donc réagir et pallier à cet état de chose.

Tous ceux qui ont compris que la grève et tout mouvement doit être dirigé par les travailleurs dans les comités de grève, que seul cet organisme doit être souverain, tous ceux-là sont des révolutionnaires et doivent s'organiser pour réaliser cet objectif. Tous ceux-là sont de véritables socialistes.

Tous ceux qui ont comme objectif la direction de tout le pays par ces comités de grève ont une conscience très claire du socialisme.

Tous ceux qui pensent qu'un mouvement aussi important ne doit pas se cantonner à réclamer simplement des réformes de structure (que les capitalistes des pays modernes réalisent eux-mêmes), tous ceux-là sont des révolutionnaires.

Ils doivent s'organiser, défendre ensemble leur programme, mettre en avant leur méthode, prendre des initiatives, au lieu de rester continuellement en parent pauvre à pousser pour dépasser les initiatives des autres.

Les travailleurs ne pourront vaincre que s'ils sont aidés par les révolutionnaires, que si ces derniers les poussent à prendre en mains leur propre destinée, leur donnent confiance en démasquant la bureaucratie syndicale et politique.

C'est à la construction de cette organisation que les révolutionnaires Belges doivent travailler dans l'immédiat.

CAMARADES. Diffusez Tribune Ouvrière. Oubliez-le partout où il pourra être lu.

LETTRE DE Jean à Jacques.

Cher Jacques,

Tu n'es pas sans savoir le sort qui nous est fait dans les ateliers de fabrication. Nous les O.S., nous avons travaillé très dur ces dernières années. Nous avons produit tant de voitures que la Régie a pu acheter ou faire fabriquer des machines toujours plus automatiques. Certains d'entre nous ont été licenciés. Les autres, nous sommes transformés en automates qui appuient sur un bouton, donnent un coup de soufflette, serrent une pièce, en desserrent une autre et cela 1.000 à 2.000 fois par jour depuis des mois, des années.

Aujourd'hui une partie d'entre nous travaille à une vitesse inouïe, l'autre fait de la peinture et attend d'être virée.

La Régie veut faire des économies sur notre dos. Elle trouve que nous gagnons de trop alors c'est des déclassements, des changements de postes, ce qui fait que la paye n'est plus assurée, - paye déjà maigre avec les 45 heures et tous les jours chômés depuis le 1er Novembre, jour des morts. Mais cela ne suffit pas. La direction cherche tous les trucs pour encore diminuer notre paye, mettre Pierre à la porte en faisant travailler Paul un peu plus. Chez nous, plus que chez vous, le règlement est durement appliqué. A la moindre faute on est balancé.

On dit dans les journaux que la Régie prépare une nouvelle voiture. Pour cette nouvelle voiture c'est vous, les Outilleurs, qui êtes en train de faire les machines et les outillages. Il paraît que c'est pressé, que l'avenir de la Régie en dépend... Pourquoi alors que vous ne tenteriez pas d'entrer en lutte maintenant ? Ce serait le bon moment ! Combien de fois c'est nous, les O.S., qui avons arraché l'augmentation pour tous en naçant ou en arrêtant la fabrication au moment où les voitures se vendaient bien ? Vous êtes plusieurs milliers, à l'A.O.C., à l'Outillage des Forges et des Presses, dans les Ateliers d'Etudes aussi.

Pourquoi n'envisageriez-vous pas de faire une action d'ensemble de tous les Outilleurs pour obtenir, pour tous les ouvriers de l'usine, vous et nous, des augmentations de salaires et des avantages que la Régie nous refuse car elle n'a pas peur que les O.S. freinent la sortie des voitures en ce moment (d'ailleurs ça l'arrangerait) ? Avez-vous peur de perdre des heures ? Mais nous en perdons beaucoup nous et demain ce sera votre tour. Il reste que la seule solution c'est bien l'augmentation des salaires. Tout comme vous nous nous contenterions bien des 40 heures et moins... si nous avions la paye. Sais-tu que parmi les Outilleurs il y en a encore qui font 54 heures ?

Vous avez une situation favorable, cela n'arrive pas souvent que les patrons ont absolument besoin du travail d'une minorité qui ne peut pas être remplacée. On demande des Outilleurs de toute part et déjà à la Régie il y a des Professionnels qui commencent à se défendre tout seuls et demandent leur compte pour aller travailler dans des petites boîtes qui payent mieux.

A quelques milliers que vous êtes vous pouvez prendre la direction à la gorge. Il ne s'agit pas de faire des débrayages d'avertissement. Il s'agit de forcer la direction par une grève illimitée à augmenter sérieusement nos salaires. Il faut obliger la direction à s'occuper un peu plus des hommes avant de construire toujours de nouvelles usines qui, en tous les cas, à moi l'O.S. ou à toi l'Outilleur ne nous rapportent rien sinon d'être mis à la porte quand la direction a trouvé une nouvelle machine qui remplace dix d'entre nous.

Amicalement à toi.

POURQUOI JE ME SUIS ABSTENU ?

- Si tu t'abstiens c'est parce que tu te désintéresses de la politique.

- Quelle différence y a-t-il entre ton abstention et celle des pêcheurs à la ligne ?

- En t'abstenant tu laisses les mains libres au gouvernement pour faire ce qu'il veut.

Voilà en gros quelques unes des critiques habituelles que l'on m'a faites pour m'être abstenu. Je vais essayer d'y répondre.

Et d'abord s'abstenir est-ce se désintéresser de la vie politique ? Oui mais de la politique de la bourgeoisie et du patronat, car il n'existe pas de politique dans l'abstrait. Il ne s'agit pas en votant de choisir la politique de son goût mais de participer à un état de chose bien établi. La preuve c'est que l'Etat fait campagne pour le vote, quel qu'il soit, contre l'abstention. La Radio, la Télévision, la Presse, les Partis, les Syndicats, l'Eglise font pression pour que l'on aille déposer un bulletin dans l'urne et il suffit d'écouter les commentaires des politiciens au soir du scrutin pour voir avec quelle âpreté ils se disputent les voix. Chaque bulletin déposé est une justification de leur combine et la garantie que leur règne est accepté par les électeurs. Et puis quand un appareil de pression aussi puissant que l'ensemble de toutes les organisations sociales conditionne les électeurs dans les semaines précédentes pour les amener à participer comment ne pas s'attendre à ce que la masse se laisse entraîner ? Pour refuser de participer il faut échapper à ce conditionnement tout puissant des techniques modernes de publicité et pour cela s'intéresser activement et quotidiennement à la vie politique sans se laisser intoxiquer par le pouvoir et les partis en place. Or tout le monde sait bien que la majorité s'en remet dans ces cas-là à des délégués, partis, syndicats ou curés, pour juger des événements et se faire donner des consignes.

~~Mais pourquoi s'abstenir si justement l'on s'intéresse tant à la vie politique que l'on se fasse sa petite idée personnelle sans réciter un catéchisme ?~~

Parce que les résultats électoraux n'ont jamais rien signifié. Que représentait le plébiscite de Napoléon III puisque quelques mois après c'était la Commune de 1871 ? Avant la prise du pouvoir par Hitler Socialistes et Communistes étaient largement majoritaires aux élections.... Enfin nous nous souvenons tous du vote de 56 pour le Front Républicain qui traduisait la volonté populaire d'arrêter la Guerre d'Algérie. Trois cas différents, trois cas indéniables où les millions de bulletins n'ont eu aucune signification lorsqu'il s'est produit un changement dans l'Etat social ou lorsque quelques uns voulurent dans leur intérêt maintenir contre la majorité un état de fait.

Refuser l'intoxication, reconnaître la totale inutilité de l'acte électoral dans un régime d'exploitation ce n'est pas se désintéresser de la politique.

Mais il y a plus. L'expérience est maintenant suffisamment faite que l'on n'arrêtera pas la guerre d'Algérie par des bulletins. Modifier par son vote une combinaison parlementaire c'est accepter que se perpétue l'exploitation des travailleurs. Un exemple récent l'illustrera. Les reporters de la Radio française se désespéraient de voir les Musulmans assis dans la rue au lieu d'aller voter. Il est évident que l'on se souciait fort peu de leur OUI ou de leur NON. On trouverait toujours le moyen de l'accomoder à la sauce gouvernementale. Le seul problème était : irait-il au bureau de vote ? Accepterait-il de participer au petit jeu de l'approbation des autorités françaises qui organisaient ce vote ?

Reste les pêcheurs à la ligne. J'ai bien l'impression que les pêcheurs à la ligne ne se posent pas autant de questions que moi et qu'il ne s'agit là encore que d'une grossière astuce du pouvoir. Un pays moderne qui enserme ses habitants dans un réseau d'intoxication et de mensonges énormes et sans contrepartie se soucie fort peu des gars qui

préfèrent les filles ou le bouchon à leur prétendu devoir civique. Ce sont d'heureux tempéraments et aussi d'infimes exceptions. Et en plus ils sont éternels. Ramené à ses justes proportions le phénomène n'est pas pour l'état social un danger plus grave que le phénomène des clochards.

Pour conclure je crois qu'il n'est pas nécessaire de répondre à ceux qui prétendent qu'en s'abstenant on laisse les mains libres au gouvernement. Parce qu'une abstention motivée, pour les raisons que je viens de donner, c'est me semble-t-il le refus de la soumission. C'est donc l'obligation de la révolte. C'est plus difficile c'est vrai que la pêche à la ligne mais la révolution n'est pas une partie de plaisir.

LETTRE AU LECTEUR

Depuis 7 ans bientôt TRIBUNE OUVRIERE essaie de dire les choses que personne d'autre ne dit.

La petite équipe qui rassemble les articles, les tape, les tire à la ronéo pour les diffuser ensuite, s'est trouvée amputée de camarades lors des derniers licenciements. C'est donc plus de travail pour ceux qui restent. Mais il est un domaine dans lequel les lecteurs peuvent nous aider, c'est en écrivant des articles, en critiquant aussi et en soutenant financièrement.

~~Au mois de Janvier nous avons l'habitude de faire passer des listes de souscriptions dans les ateliers afin de trouver des moyens financiers pour faire le bulletin. D'autre part il y a des camarades qui ne travaillent pas chez Renault et qui, à différentes reprises, nous ont demandé de leur donner T.O. Certains ont aidé en souscrivant quelque chose, d'autres ont cru, parce qu'ils s'appellent Untel et parce qu'ils sont des militants, il leur revient de droit de recevoir un bulletin ouvrier gratis. Il y en a d'autres à qui nous envoyons T.O. sur leur demande et qui n'envoient jamais rien. Eux aussi pour la plupart peut-être considèrent-ils que cela leur est dû. Nous n'avons pas de siège social ni de Compte en banque mais tous ceux qui reçoivent Tribune Ouvrière savent comment et où faire des mandats s'ils veulent la soutenir.~~
